

Besprechungen = Comptes rendus

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse**

Band (Jahr): **6 (1926)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Besprechungen — Comptes rendus

ERNST MEISTER. *Moderne Geschichtswissenschaft, Eine Einführung in ihre Probleme.* (In „Perthes' Bildungsbücherei“). Gotha-Stuttgart 1924. Friedrich Andreas Perthes A. G. 77 S.

Dieses populäre Büchlein hätte an Wert gewonnen, wenn der Verfasser sich auf sein eigentliches Gebiet und auf ein enger begrenztes Thema beschränkt hätte. Der Titel der Schrift hätte etwa lauten müssen: «Moderne deutsche Geschichtsphilosophie». Über die Vertreter dieser Richtung gibt der Verfasser hübsche Charakteristiken, die sich sehr wohl, wie es dem Zwecke der «Bildungsbücherei» entspricht, zur ersten Einführung in die Gedankengänge von Dilthey, Rickert, Troeltsch, Spengler u. s. w. eignen. Dagegen fehlt zunächst jeder Ausblick auf außerordentliche Strömungen der Gegenwart und vor allem ist der erste Teil, der über die Entwicklung der Geschichtschreibung spricht (auch hier wird übrigens von der zeitgenössischen Historiographie nur die deutsche behandelt), besonders in den Partien, die sich auf die ältere Zeit beziehen, zu flüchtig und offenbar häufig auf Kunde aus zweiter Hand bearbeitet. Da wird gesagt, Voltaire habe «Kulturgeschichte» zunächst nur im eingeschränkten Sinne (Kultur der Poesie, des Bodens) verwendet, während dies doch schon aus sprachlichen Gründen unrichtig ist (im französischen spricht man ja von einer «histoire de la civilisation»). Häußer hat neben seiner «Deutschen Geschichte» nicht «andere die Zeitgeschichte darstellende Stoffe» behandelt, Rankes «Päpste» heißen nicht «Die römischen Päpste, ihre Kirche und ihr Heer im 16. und 17. Jahrhundert», Dibelius' in mancher Beziehung bedeutendes Werk über England kann nicht unter den Büchern aufgezählt werden, die den «Entwicklungsgang der führenden europäischen Staaten» darstellen, da Dibelius keine Geschichte Englands geben will und außerdem seine gelegentlichen historischen Abschweifungen so ziemlich das schwächste bei ihm sind. Im übrigen sei gern anerkannt, daß die Darstellung, die der Verfasser von dem gegenwärtigen Stande der deutschen Geschichtschreibung entwirft, unbeschadet mancher Ungenauigkeiten im Einzelnen ein ungefähr richtiges Bild ergibt, das als erste Einführung seine Dienste leisten kann.

Basel.

Eduard Fueter.

PIERRE J. NISOT, Dr. en droit. *Le Droit des Armoiries*. Essai de systématisation et de construction théorique. Préface de M. C. Terlinden, professeur à l'université de Louvain, membre du conseil héraldique de Belgique, membre de la commission royale d'histoire. Bruxelles 1924. 185 p. 8°.

C'est un ouvrage juridique qu'a publié M. Pierre Nisot, sous ce titre: *Le Droit des Armoiries*. Il traite la question, d'une façon systématique, à la fois historique et moderne. Evidemment l'importance en est surtout sensible dans un pays monarchique, où, non seulement les armoiries sont protégées (comme elles le sont d'ailleurs encore en France), mais où le souverain possède la capacité d'en décerner de nouvelles, en même temps qu'il concède de nouveaux titres nobiliaires. Comme juriste, M. Nisot établit, pour la première fois, une distinction essentielle entre « les armoiries objet de droits de la personnalité » et « les armoiries objet de droits patrimoniaux »¹. Une autre particularité de cet ouvrage est d'exposer et de compléter la notion de « capacité héraldique », c'est-à-dire l'ensemble des conditions par lesquelles une personne peut légitimement porter des armoiries. Ces points principaux de l'étude que nous examinons échappent au jugement des historiens, et ce n'est pas là-dessus que nous insisterons ici. Mais par sa matière même, *le Droit des Armoiries* confine continuellement à l'histoire, ou plutôt il y plonge ses racines, car toute loi actuelle réglant ou protégeant l'usage d'une armoirie remonte à une origine ancienne, à l'époque où les insignes héraldiques n'étaient point objet de gloire ou simple souvenir des ancêtres, mais marque distinctive, signe d'identité, attribut valable de noblesse. L'auteur conduit parallèlement l'examen de la pratique française et de la pratique belge; il fait parfois une incursion en Angleterre ou en Allemagne. La Suisse n'est point abordée, et ce domaine reste à peu près vierge pour le pionnier qui voudra le défricher; on verra plus loin qu'un juriste zurichois y a donné quelques coups de bêche. Sol fertile, car chez nous se rencontrent justement toute sorte de constitutions et toute sorte d'armoiries: armes nobles ou bourgeoises, marques de métiers ou sigles, armoiries d'ecclésiastiques, de communes, d'abbayes et de toutes provenances, étrangère ou autochtone. Bref, pour en revenir au livre qui nous intéresse, cherchons à dégager son caractère historique. Tout d'abord ce sont les coutumiers de Champagne, de Brie et du Barrois (XVe et XVIe siècles) qui servent à établir les règles de la transmission héréditaire des titres de noblesse. Les décrets royaux ceux de Charles VI, d'Henri III, d'Henri IV, de Louis XIII, de Louis XIV, les décrets abrogatoires de la Révolution, ceux du 1er mars 1808 par lesquels Napoléon rétablissait tous les titres de l'ancienne noblesse, et organisait la nouvelle hiérarchie qu'il allait former, prennent leur place et dessinent l'évolution du droit nobiliaire. Cela constitue la première partie, consacré à la capacité héraldique. La seconde concerne

¹ Préface de M. le Prof. Ch. Terlinden.

le *sujet* et l'*objet* du droit aux armoiries, l'acquisition et la perte, la preuve et la protection de ce droit. Comme précédemment, l'auteur travaille pour le présent, mais en s'appuyant sur le passé, dont il tire des arguments ou des exemples innombrables. On voit donc que son livre accompagnera très utilement la lecture d'ouvrages de blason ou d'héraldique. Car si l'on connaît les armoiries, on connaît peu leur rôle véritable dans la vie d'autrefois. D'autre part, cette science auxiliaire de l'histoire joue encore aujourd'hui, un rôle vivant qu'il est nécessaire de ne pas ignorer. cessaire de ne pas ignorer.

Bulle.

Hélène Naef-Revilliod.

HANS SCHULTHESS. *Bedeutung der Familienwappen einst und heute mit besonderer Berücksichtigung zürcherischer Verhältnisse*. Separatabdruck aus der Schweiz. Juristenzeitung. Zürich 1924. 17 S.

L'article de M. Hans Schulthess correspond, pour le fond, à l'ouvrage de M. Nisot; ce que le second a fait pour la Belgique et la France, le premier l'a fait pour l'Etat de Zurich, et son exemple devrait être suivi dans les autres cantons. Il en sortirait certainement plus d'une idée et plus d'un renseignement intéressant pour une tradition nationale encore vivante. L'origine et l'histoire des armes paysannes, par exemple, mériterait à elle seule d'attirer l'attention des héraldistes.

Dans ces dix-sept pages bien nourries, l'auteur parcourt l'histoire héraldique de sa patrie pour en extraire les principes généraux. On pourrait désirer qu'en une monographie plus développée il s'arrêtât d'avantage, étudiât les cas particuliers et nous donnât ses textes, les matériaux d'une oeuvre historique étant d'autant de valeur que l'oeuvre elle-même.

On peut distinguer trois parties dans l'article de M. Schulthess: 1^o Quelle valeur juridique l'Etat de Zurich a-t-il reconnu aux armoiries de famille, quelle valeur avaient-elles en soi?

2^o Comment s'opéra à Zurich, l'acquisition, la mutation et l'accroissement des armoiries?

3^o Le droit aux armoiries est-il permanent ou abrogé?

A ces questions, voyons comment répond l'auteur:

1^o L'Etat de Zurich ne s'est préoccupé des armoiries qu'en raison de la légalisation du sceau, reconnue à ses bourgeois jusqu'au 1er janvier 1840 où elle fut supprimée. Il s'ensuit que l'autorité se montra sévère pour l'immutabilité des armes bourgeoises. Les ministériaux, les officiers civils des bailliages même d'origine paysanne, usaient régulièrement du scel privé avec pouvoir légal. Mais l'Etat ne légiféra jamais sur le droit aux armoiries, pris en lui-même, et fréquemment des familles rurales en portèrent sans qu'y fût attaché aucun privilège.

2^o Les armoiries furent nobles ou bourgeoises; leur formation ou leur évolution provint de l'élévation sociale des titulaires, qui, souvent issus d'un milieu corporatif, délaissèrent un jour les insignes parlantes de leurs pères pour en adopter de plus relevées.

3^o Il découle de ces constatations que depuis l'abrogation des sceaux officiels, nul ne peut contester, à quiconque en droit ou en fait, l'adoption d'armes nouvelles, sauf au cas où ces armes seraient portées par une famille encore existante.

Tels sont les principaux résultats de cette étude suggestive.

Bulle.

H. Naef.

HANS SCHULTHESS, *Die politische Bedeutung der Zünfte im Zürcherischen Staatswesen (1336—1866)*. Zürich 1926. Schulthess & Co. 22 Seiten.

Die vorliegende Studie, die Wiedergabe einer im Schoße der Gelehrten Gesellschaft vorgetragenen Arbeit, führt uns die Stellung der Zünfte im Rahmen des politischen Werdens vor Augen. In aner kennenswerter Weise verliert sich der Verfasser nicht in die engen Bahnen des Verfassungslebens, sondern geht den Kausalbeziehungen von politischen und wirtschaftlichen Fragen auf den Grund.

Materielle Motive leiteten schon im alten Zürich in bedeutsamem Maße den Gang des politischen Geschehens; hat doch die monopolistische Einstellung des städtischen Gewerbes gegenüber der Landschaft binnen mehr als vier Jahrhunderten ihren politischen Ausdruck in der oligarchischen Prägung des Rates gefunden. Für das Problem, wie weit jedoch das wirtschaftliche Moment in den Vordergrund gerückt werden darf, wird sich wohl nicht in allen Fällen eine eindeutige Lösung finden lassen. Um so überraschender wirkt daher die einseitige Motivierung des Verfassers, der alte Zürichkrieg sei dem wirtschaftlichen Egoismus einzelner Zunftmeister entsprungen, als er uns eine Beweisführung schuldig bleibt, wie überhaupt die Schrift keinerlei Zitate aufweist.

Die reinen Verfassungsfragen sind in ihren Grundzügen geschickt in die allgemeine Darstellung eingeflochten. Einige wenige chronologische Ungenauigkeiten — das erste, sicher nachweisbare Auftreten des Großen Rates der Zweihundert ist von 1384 auf 1351 vorzurücken (Hans Georg Wirz: Eine unbekannte Redaktion des Zürcher Richtbriefes in der Festgabe für Gerold Meyer von Knonau, p. 254); Jakob Glenter bekleidete bereits 1412 das Bürgermeisteramt (Zürcher Stadtbücher, Band III, pag. 3, Anm. 3, sowie der Beitrag Friedrich Hegis über das Geschlecht Glenter im Historisch-biographischen Lexikon) — vermögen in Anbetracht der ebenso präzise formulierten wie fesselnd geschriebenen Untersuchung den guten Gesamteindruck der Arbeit, die dem Fassungsvermögen weitester Kreise möglichst angepaßt ist, nicht zu schmälern.

Zürich.

Werner Schnyder.

WILHELM JESSE. *Quellenbuch zur Münz- und Geldgeschichte des Mittelalters*. Halle-Saale 1924, A. Reichmann & Co., 320 S. + XVI Tafeln.

Wer sich viel mit den mannigfaltigen und teilweise verworrenen Münzverhältnissen des Mittelalters zu befassen hat, der ist dankbar für jedes brauchbare Hilfsmittel, das als Wegweiser Dienste leistet. Jesses Buch

wendet sich an den Fachmann auf dem Gebiete der Münzgeschichte. Es ist wohl als Sammlung von Beispielen zu Vorlesungen und Übungen aus dem Gebiete des Münzwesens gedacht und wird als solche gute Dienste leisten. Es bringt illustrierendes Quellenmaterial zu einer ganzen Reihe von Fragen wie Münzrecht und sein Zusammenhang mit dem Marktrecht, Einführung der einzelnen Münzsorten, Bestimmung des Edelmetallgehaltes der einzelnen Münzen, Bestimmung des Kurses fremder Münzen. Das Buch liefert ferner instruktives Material zur Technik der Münzprägung, zur rechtlichen und wirtschaftlichen Stellung der Münzmeister, zur Münzpolitik der Staaten (Münzverträge) und zur Preisgeschichte.

Wenn auch die Hauptmasse der ausgewählten Beispiele auf das Gebiet des Deutschen Reiches Bezug hat, so war der Verfasser doch bemüht, auch aus den übrigen europäischen Staaten Material beizubringen. Die französischen und englischen Texte sind mit deutschen Übersetzungen versehen. Diese sind nicht durchgehend geglückt und nur für den genau Eingeweihten verständlich. Wertvoller wären einige Erklärungen über das System der Bestimmung des Gehaltes an Edelmetall der französischen Münzen gewesen, z. B. die Bestimmung des Feingehaltes der Silbermünzen nach deniers und grains. Denier, das in diesem Falle eine Gewichtsbezeichnung ist, einfach mit Pfennig zu übersetzen, ist irreführend. Wer ferner nicht weiß, daß bei der Bestimmung der Anzahl einer bestimmten Geldsorte auf die Mark das Wort «sol» einfach Dutzend bedeutet, bei dem werden verschiedene Übersetzungen nur Verwirrung anrichten.

Besonders wertvoll für den Benützer sind die reichlichen Literaturangaben zu einer Menge von Spezialfragen.

Zürich.

Hans Nabholz.

Ekkeharts IV Casus Sancti Galli nebst Proben aus den übrigen lateinisch geschriebenen Abteilungen der St. Galler Klosterchronik, übersetzt von G. MEYER VON KNONAU. 2. Auflage besorgt von PLACID BÜTLER. Teil von: Die Geschichtsschreiber der deutschen Vorzeit. Zweite Gesamtausgabe, Bd. 38. Leipzig 1925. 325 S.

Die von Pl. Büttler besorgte 2. Auflage der vor 48 Jahren erschienenen Übersetzung aus der Feder des um die Bearbeitung der ältern st. gallischen Geschichtsschreibung so hochverdienten Gerold Meyer von Knonau erweist sich als eine sorgfältige Neuausgabe. Der Stil ist dem modernen Geschmacke angepaßt; hie und da wurde auch eine dunkle Stelle anders gedeutet. Die gründliche Neubearbeitung zeigt sich auch im Register, wo einige bisher nicht berücksichtigte Namen nachgetragen sind; sie kam ebenso sehr der Einleitung zugute, wo die seit 1878 erschienene Literatur zur ältesten Chronistik des Klosters St. Gallen verarbeitet ist.

Die lebendige, Sitten und Lebensauffassung ihrer Zeit so lebhaft und munter schildernde Erzählung Ekkeharts wird auch im neuen Gewande zahlreiche Leser finden und hoffentlich nicht nur unter den Historikern.

Zürich.

Hans Nabholz.

JEANNE NIQUILLE. *L'Hôpital de Notre-Dame à Fribourg*. Freiburger Dissertation. Fribourg 1921. Fragnière Frères. 160 S.

Abhandlungen über die Fürsorgegeschichte sind bei uns bis heute nicht zahlreich. Um so mehr ist eine sorgfältig ausgearbeitete, auf genauer Quellenkenntnis und umfassendem Literaturstudium beruhende Darstellung wie die vorliegende Dissertation von Jeanne Niquille über den Freiburger Spital zu begrüßen. Die Geschichte des Spitals von Notre-Dame von seiner Gründung bis zum Ende des 17. Jahrhunderts gibt nicht nur einen Einblick in die Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, sondern repräsentiert auch ein Stück Stadtgeschichte.

Die eingehende Untersuchung über die Gründung des Spitals von Notre-Dame kommt zum Schluß, daß er nicht wie andere schweizerische Spitäler durch ein Fürstenhaus, eine geistliche oder weltliche bekannte Persönlichkeit, sondern durch die Bürgerschaft im allgemeinen gegründet wurde und zwar gegen das Ende der ersten Hälfte des 13. Jahrhunderts. Die Gründung durch die Bürgerschaft hatte das Fehlen des Einflusses der Geistlichkeit und die rein weltliche Verwaltung der Anstalt zur Folge. Der Spital nahm alte oder unheilbar kranke Leute zum Teil unentgeltlich, zum Teil gegen eine bestimmte Einkaufssumme, ferner Kranke zu vorübergehendem Aufenthalt auf. Es fanden dort außerdem die fremden Durchreisenden Zuflucht. Der Spital erzog auch eine große Zahl armer Kinder und zwar — im Gegensatz zu andern Anstalten — abgesondert von den übrigen Spitalinsassen in besondern Räumen. Der Spital übte außerdem unter der Aufsicht des Staates und von ihm dazu beauftragt, zusammen mit der Confrérie du St. Esprit, der Ausspende und der Seelenbruderschaft, die Armenpflege der Stadt aus. Er unterstützte einheimische und fremde Arme und Kranke zum Teil mit regelmäßigen, zum Teil mit einmaligen Almosen an Naturalien und an Geld. Dem Spital war auch die Verwaltung und Austeilung verschiedener Spendstiftungen übergeben. Den im Spital untergebrachten Mushafen hatte Freiburg mit vielen andern Städten gemein. Dort konnten Arme der Stadt und durchreisende Bettler Mus und Brot holen. Durch zahlreiche Vergabungen und Zuwendungen kam der Spital zu großem Vermögen und bedeutenden Besitzungen, die ihm seine umfassende Fürsorgetätigkeit und sogar noch Darlehen an den Staat ermöglichten.

Die Verfasserin weist auf die starke Ähnlichkeit in der Organisation des Spitals von Notre-Dame mit andern Spitalern hin, betont aber den mehr als z. B. beim Spital von Luzern ausgeprägten weltlichen Charakter der Anstalt. Das scheint mir aber für Luzern nur bis ins 14. Jahrhundert zuzutreffen. Auch in St. Gallen und in Zürich war der geistliche Einfluß auf die Verwaltung der Spitäler schon vor der Reformation geschwunden.

Die Verfasserin stellt die Frage, ob nicht eingehende Untersuchungen über die Spitäler anderer Städte vielleicht die Feststellung ermöglichen, daß eine Anstalt den andern als Muster gedient habe. Das erscheint mir

kaum wahrscheinlich. Die Spitäler wurzelten so sehr in ihrer Zeit, sie waren herausgewachsen aus der Notwendigkeit einer Armenfürsorge. Entsprechend den zunehmenden Bedürfnissen differenzierte sich ihre Organisation und ihre Fürsorgetätigkeit, sich gleichend in ihren Grundzügen, den Besonderheiten der einzelnen Stadt aber sich anpassend. Ähnliche Monographien wären für die Fürsorgegeschichte im allgemeinen und zur Prüfung dieser Frage im besondern sehr wertvoll.

Winterthur.

Alice Denzler.

PAUL KALKOFF. *Die Kaiserwahl Friedrichs IV. und Karls V. (am 27. und 28. Juni 1519)*. Weimar 1925. Hermann Böhlau Nachfolger. 307 S.

Paul Kalkoff, der bekannte, um die Aufhellung der ersten Reformationsjahre höchst verdiente Forscher, hat seine Aufmerksamkeit nun der Kaiserwahl Karls V. zugewandt. Im Gegensatz zu der großen Mehrheit der deutschen Historiker sucht er nachzuweisen, daß von einer nationalen Strömung zugunsten des habsburgischen Kandidaten in Deutschland nicht geredet werden dürfe und daß im Gegenteil den Agenten des späteren Kaisers eine antinationale Tendenz zugeschrieben werden müsse, insofern es ihrem gewalttätigen Eingreifen gelungen sei, die den deutschen Interessen entsprechende und von den deutschen Wahlfürsten gewünschte Ernennung des sächsischen Kurfürsten zu verhindern.

Man braucht die scharf antiösterreichische Gesinnung des Verfassers nicht zu teilen, um zuzugeben, daß an dieser Auffassung vieles zutreffend ist. Kalkoff hatte von jeher ein besonderes Geschick, die vielfach kritiklos weitergegebenen Äußerungen der fast durchweg irgendwie befangenen oder abhängigen zeitgenössischen Publizistik auf ihren wahren Wert herabzusetzen, und er hat auch in diesem Falle gezeigt, daß von einer wirklichen Volksbewegung für Karl V. nicht gesprochen werden kann, und daß jedenfalls eine solche Bewegung, selbst wenn sie existiert haben sollte, auf den Ausgang der Wahl keinen Einfluß ausgeübt hat. Er hat auch aus seiner kritischen Betrachtung der österreichischen Berichte heraus klarer wohl als bisher erkannt, wie lässig und unsystematisch die französische Politik zugunsten der Kandidatur Franz' I. vorging (vielleicht hätte es sich gelohnt, diesen Gegenstand in einem besonderen Abschnitt im Zusammenhang darzustellen). Er hat auch mit Recht die Angaben über die Käuflichkeit der Kurfürsten auf ihren wahren Wert zurückgeführt: die deutschen Fürsten ließen sich für ihre Stimmen allerdings bezahlen wie damals so gut wie alle Staatsmänner, aber sie vergaßen darüber andere Gesichtspunkte nicht und von einem wahllosen Schwanken zwischen den Meistbietenden kann nicht die Rede sein (wobei notiert sei, daß die Polemik p. 45, n. 2 gegen eine Bemerkung J. Hallers im «Morgenrot der Reformation» die Bemerkung des Angegriffenen nicht richtig wiedergibt).

Aber Kalkoff überspannt u. E. seine These, wenn er noch weiter gehen will. Er hat allerdings (und darin dürfte das wertvollste Ergebnis seiner

Arbeit liegen) zum ersten Male deutlich ans Licht gestellt, daß die Truppen, die die Wahlstadt Frankfurt bedrohten und den Kurfürsten die Freiheit zu einer anderen Wahl als der des habsburgischen Kandidaten abschnitten, nicht das eigentliche Heer des Schwäbischen Bundes bildeten, sondern Kontingente, die von Agenten der Habsburger aus dem Bundesheere und von anderen Seiten in eigenen Sold genommen worden waren. Aber er geht wohl zu weit, wenn er meint, daß die habsburgische Partei damit schlechtweg die Wahl des Kurfürsten von Sachsen zum römischen König verhindert, ja die bereits geschehene Wahl wieder rückgängig gemacht habe. Zunächst ist immerhin auffällig, daß die erhaltene umfangreiche Korrespondenz der habsburgischen diplomatischen Agenten, so viel mir bekannt ist, nirgends von der Möglichkeit einer Wahl des Sachsen zum Kaiser spricht. Sie zieht wohl die Wahl eines «Dritten» in Betracht, rechnet aber offenbar nicht mit einer ernsthaften Gegenkandidatur von sächsischer Seite. Dann aber kann Kalkoff selbst nicht angeben, aus welchen Gründen die Wahl Friedrichs des Weisen zum römischen König wieder rückgängig gemacht worden sei. Man wußte bisher schon nach zeitgenössischen Berichten, daß der Kurfürst von Sachsen am Tage vor der entscheidenden Wahl Karls V. zum römischen König gewählt worden war, kurz darauf aber wieder abgedankt hatte. Um nun zu erfahren, ob zu dieser Resignation die Anwesenheit der kaiserlichen Truppen in der Nähe der Stadt und eventuelle Drohungen einer bewaffneten Intervention beigetragen haben, müßte man wissen, was sich damals innerhalb des Kurfürstenkollegiums vollzogen hat; darüber ist aber nichts bekannt und auch Kalkoff muß sich mit Vermutungen begnügen, die die Sache nicht wesentlich zu fördern vermögen. Außerdem muß er selbst zugeben, daß die Kurfürsten nach dieser Wahl von der Berufung von Notar und Zeugen zur Abfassung eines Wahlprotokolls, sowie von der sonst sich anschließenden Verkündigung des Ergebnisses Abstand nahmen, so daß die Formalitäten einer rechtsgültigen Wahl nicht erfüllt waren. Es muß also nach wie vor als unentschieden gelten, ob wirklich nur die Terrorisierung der Kurfürsten durch das habsburgische Heer oder ob andere, in der allgemeinen Lage der Dinge oder der Persönlichkeit des Kurfürsten von Sachsen liegende Gründe die definitive Wahl Friedrichs des Weisen zum römischen König verhindert haben. Jedenfalls scheint es mir richtiger, von einer bloßen «Probewahl» zu sprechen und es war wohl kein glücklicher Gedanke, in dem Titel des Buches bereits dessen These vorwegzunehmen und von einem Kaiser «Friedrich IV.» zu reden, den es nie eigentlich gegeben hat; warum nicht gleich auf dem Umschlag sagen, daß das Werk einen kritischen Beitrag zur Kaiserwahl Karls V. bringt, was jedermann verstanden hätte?

Im übrigen enthält auch diese neueste Gabe Kalkoffs eine Menge anregender Einzelbetrachtungen zur damaligen deutschen Geschichte, vor allem auch zur deutschen Fürstengeschichte und man wird es von neuem loben müssen, daß der Verfasser aller falschen Romantik den Krieg erklärt

hat. Nicht nachahmenswürdig scheint mir dagegen, daß der künftige Karl V. fast durchweg «der Spanier» genannt wird. «König von Spanien» mag man den jungen Habsburger nennen; denn das war sein offizieller Titel. Aber er selbst war damals so wenig ein Spanier als möglich und auch seine Agenten gehörten vorzugsweise dem niederländischen Adel an. Will aber Kalkoff damit sagen, daß Karl V. später seine Politik vom spanischen Standpunkte aus geführt habe, so muß dem trotz der auf p. 11 erhobenen Einwendungen widersprochen werden. Es wird eben doch dabei bleiben müssen, daß Karl V. die spezifischen spanischen Interessen vernachlässigt und sie nur soweit berücksichtigt hat, als sie sich mit den Zielen seiner Hausmachtspolitik deckten.

Basel.

Eduard Fueter.

HANS BARON. *Calvins Staatsanschauung und das konfessionelle Zeitalter.* Berlin 1924. Verlag R. Oldenburg. 8^o 120 S.

Der Verfasser stellt sich die Aufgabe, an Hand eines Beispiels die tieferen Gründe zu beleuchten, die auf dem Gebiete der Staatsanschauung den großen Gedankenumschwung vom «Mittelalter» zur neuen Zeit herbeigeführt haben. Das Beispiel ist innerhalb des konfessionellen Zeitalters nicht etwa beliebig gewählt, sondern Baron mißt der Staatslehre Calvins einen bestimmenden Einfluß auf die politische Entwicklung der Staaten bei, in denen sein Glaube Anhänger gefunden hat, und somit auf die politische Geschichte Europas. Neben ihrem geistesgeschichtlichen Zweck verfolgt die Arbeit also jenen andern, zur bessern Ergänzung der calvinischen Staatslehre einen Beitrag zu liefern.

In einem ersten Abschnitt skizziert Baron die Geistesgebiete, die dem Reformator die Grundlagen zu seinem religiösen und staatlichen Denken geliefert haben. Calvin fußt ganz und gar auf dem Boden der «hierokratischen» Anschauungswelt des Mittelalters, jenem Glauben an eine transzendental begründete Autorität, die in der sichtbaren Kirche ihren Träger und im ewigen Recht ihren wirksamen Ausdruck finden soll (trotz dem skizzenhaften Charakter des Werkes wäre uns eine nähere Bestimmung dieses letzteren Begriffes nützlich gewesen!). Wie diese selbe Quelle der göttlichen Souveränität im Mittelalter zu einer Mißachtung und bei Calvin zu einer kräftigen Bejahung des Staates führen konnte, diese Frage stellt sich Baron vornehmlich im 2. Abschnitt, über die eigentliche Staatslehre Calvins.

Der Geist, Gott, ist für den Reformator nicht mehr der Feind des Irdischen. Er ist vielmehr alleiniger Herrscher über alle Dinge, und die Menschen sind bloß Werkzeuge in seiner Hand, um seiner Allmacht Ausdruck zu geben. Daher müssen alle menschlichen Handlungen und Einrichtungen von seinem Willen durchdrungen sein, der, in der Heiligen Schrift niedergelegt, von den evangelischen Geistlichen gültig ausgelegt wird. Wer also eine gottgefällige Handlung vollziehen will oder muß, der schließt

sich nicht von der Welt ab, sondern nimmt teil am öffentlichen Leben und sucht in seiner Umgebung den göttlichen Willen zur Geltung zu bringen. Erst an den Früchten seiner Taten erkennt der Gläubige seine Berufung.

In dieser Diesseitsrichtung der religiösen Kräfte liegt der erste Antrieb zur Staatsbejahung Calvins, und für Baron ist es unzweifelhaft, daß jenes so verjüngte Staatsdenken zum Erwecken des nationalen Bewußtseins in Europa mächtig beigetragen hat. Der Gegensatz zu Luther, der im Einklang mit der mittelalterlichen Anschauung im Staate bloß eine notwendige Stütze der Kirche sieht, wird eingehend beleuchtet. Währenddem Calvin, so merkwürdig es scheinen mag, der Verbreitung der Renaissance-Idee den Boden geebnet hat.

Über das Verhältnis von Staat und Kirche im theokratischen Genf stellt Baron einige neue Behauptungen auf. Calvin soll die vollkommene Durchdringung beider Institute, wie sie unter dem Einfluß seiner vielseitigen Persönlichkeit in Genf zustande kam, als eine vorübergehende Maßnahme betrachtet haben. Sobald nach seinem Tode wieder normale Verhältnisse eintreten würden, sollten Staat und Kirche getrennt ihre Wege gehen, gemäß den in seinem Geiste neugegossenen Verfassungen. Diese Behauptung überrascht uns ein wenig, da doch Calvin gerade im Konsistorium ein Gebilde erzeugt hat, das auf dem Gebiete der Rechtsprechung beide Organisationen verbindet. Es scheint uns auch, daß man für die spätere Trennung von Kirche und Staat in den Calvinistischen Staaten noch andere Ursachen miteinbeziehen müßte, als allein die Lehrsätze Calvins.

Baron beruft sich darauf, daß Calvin ein mangelhafter Jurist war, und hält es deshalb für nötig, die von ihm bloß angedeuteten Gedanken « zu Ende zu denken », und in eine juristisch brauchbare Formel zu bringen. Wir fragen uns, ob in diesem Vorgehen nicht die Gefahr der Verzerrung von Calvins Gedankenbild liegt. Die staatsrechtlichen Probleme, die Baron im Verlauf seiner Kritik aufwirft, sind aber bedeutend genug, um eine eingehendere wissenschaftliche Prüfung wünschbar zu machen.

Der Verfasser lehnt sich in seiner Arbeit eng an die Thesen Ernst Tröltschs. Die Anregungen, die wir aus dem Werke empfangen, beweisen, wie sehr die Art des Gelehrten, die religiösen Strömungen genauer in die geschichtliche Gestaltung einzubeziehen, auf die Forschung befruchtend wirken kann.

Genf.

E. Vogelsang.

Theophrast von Hohenheim gen. Paracelsus. Sämtliche Werke. Siebenter Band.
Herausgeg. von Karl Sudhoff und Wilh. Matthiessen. München, Otto Wilhelm Barth. 1923. ■

Der vorliegende 7. Band enthält die Schriften des Paracelsus aus dem Jahre 1529, also aus seinem Aufenthalt in Nürnberg. Im Jahre zuvor weilte Hohenheim im Elsaß und gab sich dort unermüdlich der medizinischen Schriftstellerei hin. Es waren vor allem die Probleme der Syphilis, die

ihn beschäftigten. Mit teilweise schon fertigen Werken kam er nach Nürnberg und hier wurden ihm auch die ersten literarischen Erfolge zuteil. An Enttäuschungen fehlte es dem Neuerer auf dem medizinischen Gebiete in Nürnberg ebenso wenig als in Basel, da der Stadtrat auf Veranlassung der Universität Leipzig hin zwei Schriften kurzweg die Druckbewilligung verweigerte. Karl Sudhoff, der gefeierte Paracelsusforscher, begleitet im 7. Bande der « Sämtlichen Werke » die neu abgedruckten Werke Hohenheims aus der Nürnberger Zeit mit einer sehr interessanten bibliographischen Einleitung. Er läßt die Titelblätter der ursprünglichen Ausgaben in der Einleitung abbilden und bringt das erste von Hohenheim veröffentlichte Schriftchen, das 1529 bei Friedrich Peypus erschien, überhaupt in Faksimiledruck. Dieses sogenannte Holzbüchlein, das von der Heilung durch das Holz Guajaco handelt, hatte, obgleich es nur 11 Seiten stark ist, größtes Aufsehen erregt. Jedenfalls hat es den übrigen medizinischen Schriften Hohenheims, wie den im gleichen Bande neu herausgegebenen acht Büchern « Von Ursprung und Herkommen der Franzosen » und dem « Spitalbuch » in vorzüglicher Weise den Weg bereitet.

In Nürnberg ging Theophrastus Paracelsus auch unter die Kalendermacher und gab nach Art von Allerweltpolitikern auf die vier Jahre von 1530 bis 1534 seine Praktiken und Vorhersagungen heraus. Sein Schriftchen « Practica auf Europeen » muß außerordentlich gezogen haben, denn in den Jahren 1529 und 1530 sind davon an verschiedenen Orten sieben Drucke erschienen. Von fünf Ausgaben läßt Sudhoff im vorliegenden Bande die Titelblätter und Verlegerangaben abbilden. Dem Hohenheimschen Kommentar zur Auslegung der Lichtenbergerbilder sind die Holzschnitte eines Kölnerdruckes von 1526 beigegeben.

Als Titelbild ist dem Bande ein hübsches Porträt des Paracelsus vordruckt, das früher in der Morizkapelle zu Nürnberg hing und dem Hans Baldung zugeschrieben wird. — Jeder Paracelsusfreund kann an dem vorliegenden Bande seine helle Freude haben.

Einsiedeln.

P. Rudolf Henggeler.

FRANZ SPUNDA. *Paracelsus*. VI. Band der Sammlung Menschen, Völker, Zeiten.

Eine Kulturgeschichte in Einzeldarstellungen. Herausgegeben von Max Kemmerich. Wien und Leipzig. Verlag Karl König. Mit Faksimile und 31 Abbildungen.

Bisher berücksichtigten die Biographen die medizinische und höchstens noch die alchemistische Seite des Paracelsus. Spunda macht den ersten Versuch, Paracelsus in seinem ganzen Wesen und Wirken aufzufassen und auch seiner astrologischen, magischen und mystischen Seite gerecht zu werden. Dieser mehr philosophischen Seite wendet er seine vollste Aufmerksamkeit zu. Den Theologen Paracelsus vermag auch Spunda noch nicht endgültig zu werten und einzuschätzen, da das Handschriftenmaterial von Sudhoff, der ja bekanntlich das gesamte Roh- und Feinmaterial für die

Biographie und Bibliographie des Paracelsus seit 40 Jahren mit unermüdlichem Fleiße zusammengetragen hat, noch nicht veröffentlicht ist, welches seine vielen Abhandlungen theologischen Inhalts enthält. Aber auch so bekommt man durchaus den Eindruck, daß es sich bei Paracelsus um einen tiefgläubigen Mann handelt, dem seine Kunst in mehr denn einer Beziehung Gottesdienst war.

Seiner Aufgabe, sämtliche Schriften des Paracelsus gleichwertig anzusehen und eine einheitliche Gestaltung seines Weltbildes durchzuführen, das Irdische aus dem Überirdischen, das Geistige aus dem Körperlichen zu erklären, wird dieses Buch nach Kräften gerecht. Denn wirklich bei kaum einem Philosophen und Arzt hat der Satz *Anima forma corporis* mehr Berechtigung als für Paracelsus. In unserer vielfach rein materialistisch eingestellten Welt werden gerade Ärzte dieses Buch mit großem Interesse und Nutzen lesen.

Einsiedeln.

P. Rudolf Henggeler.

Le Coutumier de Moudon de 1577, précédé d'une notice sur le développement historique du droit dans le pays de Vaud pendant les périodes de Savoie et de Berne, par Jean-Georges Favey, Docteur en Droit. Lausanne 1924, Librairie Payot et Cie. 301 p. in 8°.

La thèse de doctorat de M. Favey met à la portée des érudits, avec une notice historique fort intéressante, un document de grand intérêt qui vient dignement prendre place au milieu des autres textes juridiques, coutumiers lois ou statuts déjà publiés.

Cet ouvrage se compose de deux parties: une introduction sur le développement du droit dans le pays de Vaud et le texte du Coutumier de Moudon de 1577. C'est surtout à la première partie que nous nous attacherons.

D'un exposé très clair elle distingue trois périodes: savoyarde, bernoise et vaudoise. Après avoir donné rapidement les faits essentiels antérieurs à l'époque savoyarde mais nécessaires à la compréhension de celle-ci¹, M. Favey entreprend de nous donner une vue générale sur l'histoire et le groupement des chartes communales du pays de Vaud², ce qui n'est pas sans intérêt, car bien souvent la répartition du droit communal sert de base à celle du droit postérieur, dans le pays de Vaud jusqu'au commencement du XIXe siècle. Ainsi certes le rôle joué dans le pays de Vaud savoyard par la charte communale de Moudon a préparé dans une forte mesure celui que joua plus tard sous la domination bernoise le Coutumier de Moudon. De même pour Lausanne et les quatre paroisses de Lavaux, quoique l'influence de leurs coutumes fût beaucoup plus restreinte. Ces chartes communales, très nombreuses, ne sont pas sans rapports les unes avec les autres, bien au contraire elles se sont in-

¹ P. 11 et 12, Chap. I, Généralités.

² P. 13 sqq., Chap. II, Les chartes communales.

fluencées, elles se reproduisent parfois presque textuellement. M. Favey nous met sous les yeux l'arbre généalogique de ces chartes, il nous en expose les familles et leur histoire. Et peu à peu la marquetterie juridique se dessine, nous voyons apparaître une répartition du droit morcelée, particulariste, caractéristique en un mot du droit du Moyen-Age.

Ces familles de chartes sont au nombre de deux principales: celle de Moudon et celle de Lausanne, la première de beaucoup la plus importante. Après avoir exposé et discuté en des pages captivantes les diverses opinions relatives à l'origine des coutumes de Moudon qui furent confirmées par la Charte de 1285, — et à ce propos on ne peut que regretter que l'auteur n'ait pas jugé opportun de prendre place dans le débat —, M. Favey nous fait voir, semblable à une tache d'huile, l'extension de ces coutumes, d'abord en 1293 à Nyon, puis à Grandson, à Jougne, à la Ville franche de Vaulruz en 1316, à Châtel-Saint-Denis; à Morges, Yverdon et Romont en 1328; en 1344 à Palézieux, Ecoteau et Maracon; en 1347 à Coppet, en 1351 à Echallens. En 1353 elles furent confirmées à la ville d'Orbe qui en usait déjà auparavant; de même en 1396 pour la Tour de Trême, en 1397 pour Gruyères et en 1436 pour Château d'Oex³. Ces coutumes se répandirent donc sur la majeure partie du pays de Vaud à l'exception des territoires de l'Evêque, et on peut bien dire avec M. Favey, en répétant une phrase de Ch. Le Fort⁴, qu'elles « ont imprimé au droit municipal vaudois sa physionomie propre et influé sur la constitution politique du pays ». Après l'analyse de la charte de Moudon, — dans laquelle nous signalerons le passage concernant la *regiquina*⁵ —, l'auteur nous donne⁶ ce qu'il a pu déduire de quelques documents des XIV^e et XV^e siècles en fait de coutumes non écrites de Moudon qui complétaient la charte, notamment en ce qui concerne le droit civil.

Quant au droit de Lausanne⁷, contenu dans le Plaict général de 1368 et dans son commentaire anonyme, son influence a été relativement faible en dehors du domaine temporel de l'Evêque: il a été adopté dans les paroisses de Lavaux, La Sarra et peut-être à Avenches; en outre il servait de droit supplétoire à Vevey et Estavayer.

Les dernières chartes communales sont des isolées, des types particuliers: telles sont celles d'Aubonne, de Cossonay et de Payerne⁸. Le droit de cette dernière ville retient plus longtemps M. Favey: il est en effet plus approfondi, plus détaillé, plus développé que ne l'est généralement à cette époque le droit des communes vaudoises, par exemple

³ P. 15 sqq., § 2.

⁴ Le Fort, *Observations sur les Chartes communales du pays de Vaud*. M. D. R., t. XIX, p. XI. — Favey, p. 15.

⁵ P. 20. Nous estimons d'ailleurs l'opinion de M. Haff cité par M. Favey bien préférable à celles de M. M. Le Fort et Carrard.

⁶ P. 24.

⁷ P. 31 sqq., § 3.

⁸ P. 31 sqq., § 3.

en ce qui concerne la procédure civile et les droits réels. C'est en 1347 seulement que nous voyons un prince de la maison de Savoie Amédée VI, accorder à Payerne des franchises écrites, mais en 1291 déjà Amédée V avait confirmé aux habitants de Payerne les coutumes qu'ils observaient sous les comtes Pierre et Philippe. Ce droit a été influencé par celui de Fribourg et celui de Morat. Une disposition du droit de famille est assez singulière: lorsqu'un bourgeois décède en laissant des enfants mineurs âgés de moins de vingt-cinq ans, une tutelle doit être établie. Il serait assez intéressant de rechercher d'où provient cet âge de vingt-cinq ans qui coïncide exactement avec celui fixé par le droit Justinien. La majorité germanique, telle que nous pourrions nous attendre à la trouver ici était beaucoup plus précoce: dans le Coutumier de Quisard (1562)⁹, elle est fixée à 16 ans pour les mâles et à 14 ans pour les filles. Ce n'est que postérieurement à la charte de Payerne, précisément par la réception du droit romain qu'elle fut reculée: voir par exemple la *Reichspolizei-Ordnung de 1548* qui rend le tuteur obligatoire jusqu'à vingt-cinq ans. Il y a sûrement dans les franchises de Payerne une influence du droit romain, mais par où est-elle venue? Ne serait-ce peut-être pas par le Miroir de Souabe? M. Favey ne nous fait pas connaître sa pensée à ce sujet.

Enfin, pour clore cette période savoyarde, l'auteur traite dans deux chapitres des actes relatifs à l'ensemble du pays de Vaud¹⁰, où nous relevons la constatation de l'existence en 1390 d'une coutume générale commune à tout le pays, peut-être celle de Moudon —, et des Etats de Vaud¹¹.

La conquête bernoise¹² ne modifia pas radicalement et profondément le droit du pays de Vaud; le droit public, droit administratif, organisation judiciaire, procédure, fut le plus atteint: la conquête était avant tout un évènement politique. Le droit d'un peuple est l'image de la vie de ce peuple, il change quand les circonstances changent, d'où l'influence de la conquête bernoise. Le droit civil ne se transforme que par une lente évolution. La Révolution française —, s'il nous est permis de sortir pour quelques instants du pays de Vaud —, qui fut pourtant un évènement social de première importance en modifia seulement quelques points bien déterminés; après les essais infructueux pour créer en France un code modèle et nouveau à la portée de tous, il fallut que les jurisconsultes appelés par Bonaparte puisassent dans les coutumes de l'Ancien Régime pour édifier le Code Napoléon; le droit civil ne change que si des modifications interviennent dans le milieu, dans les rapports qu'il règle et dans les conceptions que l'on se fait de ces rapports. C'est ce qui s'est passé à l'époque de la conquête bernoise sous l'influence de la Réforme,

⁹ V. Favey, p. 239, art. 284 commentaire.

¹⁰ P. 40 sqq., Chap. III.

¹¹ P. 44 sq., Chap. IV.

¹² P. 47 sqq., Période de Berne, Chap. I, Les Débuts.

notamment dans le droit de famille: le divorce, par exemple, fut admis, le mariage n'étant plus un sacrement, et les prêtres furent autorisés à se marier. Nous signalerons aussi la réforme du mariage¹³, introduite par une ordonnance de 1537 tirée elle-même d'une ordonnance bernoise de 1529; il doit se faire en présence de deux témoins publiquement et à l'église; le pasteur doit tenir un registre des mariages et il ne peut marier des ressortissants d'autres paroisses que moyennant le consentement du pasteur de ces paroisses. Ces formalités qui se rapprochent beaucoup de celles fixées par le décret du Concile de Trente de 1563 mais qui lui sont bien antérieures sont dues au mouvement suisse de réforme du mariage dont on trouve maint écho dans nos sources juridiques du XVI^e siècle¹⁴. Voilà avec la transformation du droit public, des prescriptions de droit pénal plus sévères relatives aux moeurs et quelques autres dispositions sans grande importance tout ce que les Bernois innovèrent en fait de droit.

Après que LL. EE. eurent ainsi confirmé les franchises et coutumes du pays de Vaud, il n'en resta pas moins une bigarrure juridique dont les inconvénients se firent bientôt sentir. Cela conduisit à fixer et unifier le droit. Pierre Quisard, seigneur de Crans, composa de 1555 à 1562 son fameux « *Commentaire coutumier ou soyt les franchises prévillèges et libertez du pays de Vuaud es Helveties* »¹⁵. Cet ouvrage, « le premier et le seul qui expose méthodiquement le droit vaudois tel qu'il s'était formé sous la domination de la maison de Savoie, dit M. Favey, ne reçut aucune sanction du gouvernement de Berne »¹⁶; Fribourg par contre en fit le code de quelques territoires jadis vaudois.

Le second pas dans cette voie de l'unification fut fait par les villes, et particulièrement Moudon¹⁷. L'avoyer et le conseil de Berne adressèrent en date du 17 mai 1576 une lettre au banneret et gouverneur d'Yverdon disant, qu'ils avaient appris que leurs baillis avaient fait « plusieurs innovations . . . , contre l'ancienne coutume et ordonnances jadis établies après la conquête dudit pays »¹⁸ et les priant de leur révéler en secret tout ce qu'ils pourraient savoir à ce sujet. Semblable lettre fut expédiée à Nyon, à Morges et sans doute aussi à Moudon et à d'autres villes. Le conseil de Morges prit alors l'initiative de convoquer une conférence des villes pour discuter cette affaire. Cette réunion eut lieu le 14 juin 1576 à Lausanne et l'on décida de relever les innovations pour les soumettre le 24 juin à LL. EE. de Berne. Entre temps Moudon communiqua à Morges son intention de présenter une requête tendant à ce que « la coutume soit ré-

¹³ P. 50.

¹⁴ Cf. Huber, *System und Geschichte des Schweiz. Privatrechtes*, IV, p. 322 sqq.

¹⁵ P. 55 sqq., Chap. II, L'unification du droit, § 1.

¹⁶ P. 56.

¹⁷ P. 57, § 2.

¹⁸ P. 57.

duite par écrit»¹⁹, requête qui, présentée par les quatre bonnes villes, fut bien accueillie; le 30 juin 1576 le gouvernement bernois autorisait la formation d'une commission de personnages au courant des anciennes coutumes juridiques orales pour les rédiger par écrit et les soumettre ensuite à l'approbation de LL. EE. Le projet de coutumier fut présenté au gouvernement de Berne au début de l'année 1577, et le 12 mai LL. EE. confirmaient les « usances, coutumes et libertez ainsi réduites sous forme de loi escripte »²⁰. C'est le *Coutumier de Moudon de 1577* ou *Ancien coutumier de Vaud*. Ce coutumier cependant ne donna pas les résultats attendus: il était incomplet sur bien des points et laissait trop de place à l'interprétation, à la discussion et à la controverse; il fut complété par plusieurs mandats en 1591, 1597 et 1613.

Mais en 1604 déjà, ses défauts se faisant par trop sentir, les bonnes villes du pays de Vaud adressèrent à LL. EE. une requête en vue d'une révision qui fut commencée avant 1612 puisqu'à cette date, le 21 novembre, un arrêt souverain prescrivit de la poursuivre²¹. Une réunion des députés des différentes villes et communes, la première probablement, fut tenue à Lausanne le 18 décembre 1612. Lorsque les députés des villes proposèrent de travailler en commun pour rédiger une loi unique, « ceux de Lausanne, dit M. Favey, après avoir délibéré à part avec ceux d'Avenches et des quatre paroisses de Lavaux, et fort froissés semble-t-il, qu'on eût pu avoir l'idée de les confondre avec le reste du canton répondirent qu'il ne pouvait être question de mélanger les coutumes de leur ville qui n'avait jamais été « sujet à aucuns Ducs ou Comtes de Savoye » avec celles des autres villes « toutes différentes et moindres que celles de ce lieu concédées par les jadis Empereurs ». — Les Payernois voulurent aussi conserver leur droit. Les députés des villes se réunirent alors à Morges où ils élaborèrent dans l'année 1613 le projet connu sous le nom de *Mémorial de Morges*. Enfin un projet définitif fut soumis au gouvernement bernois; il fut sanctionné et promulgué le 1^e juin 1616 sous ce titre: « *Les Loix et Statuts du Pays de Vaud* ». Il resta en vigueur dans les villes qui utilisaient le coutumier de 1577 plus Vevey, Romainmôtier, La Sarra, Bonmont et Aubonne jusqu'à la promulgation du Code civil vaudois en 1821^{21a}.

Le chapitre suivant est, nous le croyons du moins, un des plus importants de la notice historique; c'est en effet l'« *Etude comparative du coutumier de Quisard, du coutumier de 1577 et des Loix et Statuts de 1616* »²², étude très intéressante en ce qu'elle nous montre d'une manière

¹⁹ P. 60.

²⁰ P. 61.

²¹ P. 65 sqq., § 3.

^{21a} M. Favey nous indique (p. 67) les éditions des *Loix et Statuts du Pays de Vaud*. Qu'il nous soit permis d'y ajouter les suivantes: Berne (1716), in folio, français-allemand, et Berne 1730, in 8^o français seul.

²² P. 69 sqq., Chap. III.

ordonnée les différentes solutions que donnent les trois textes pour les mêmes problèmes juridiques. Les ressemblances, voire même les dispositions communes des trois ouvrages, et leurs différences sont ainsi présentées d'une façon saisissante. Cependant nous estimons que l'auteur aurait pu, sans dépasser le cadre de son étude, ne pas se borner à nous exposer ces différentes solutions, mais les étudier, rechercher leur origine soit romaine soit germanique, en montrer les idées directrices, les influences qui les ont amenées. Il aurait également pu relever le grand nombre des survivances du droit germanique par rapport à celles du droit romain²³ et insister sur le caractère nettement coutumier de l'ancien droit vaudois. Son travail y aurait certainement gagné.

Enfin, à la fin de cette notice historique, l'auteur étudie les coutumes particulières²⁴, c'est-à-dire celles de Lausanne, également en usage dans les quatre paroisses de Lavaux et à Avenches et rédigées à nouveau dans le Plaict général de 1618²⁵, celles de Payerne²⁶, de Grandson, d'Echallens, d'Orbe²⁷, d'Aigle —, ainsi que de Bex, Ollon, Les Ormonts —, du Pays d'En-Haut romand²⁸, et nous donne un rapide aperçu dans une dernière partie intitulée « Période vaudoise »²⁹, sur la genèse du Code Civil du Canton de Vaud: deux premiers livres en furent adoptés en 1811 et 1812, enfin il fut entièrement adopté en 1819 et entra en rigueur le 1^{er} juillet 1821.

La seconde partie du livre, l'édition du « Coutumier de Moudon de 1577 » forme presque les deux tiers du volume³⁰. Comme le fait remarquer M. Favey, ce coutumier est beaucoup plus court que celui de Quisard ou celui de 1616, beaucoup moins complet³¹. Les sujets y sont parfois traité avec un luxe exubérant de détails, mais par contre certains chapitres qui se trouvent dans l'un des deux autres textes, ou même dans les deux, sont pour ainsi dire complètement passés sous silence par le Coutumier de 1577; par exemple le deuxième livre de Quisard, relatif au droit féodal, a presque entièrement disparu de notre texte. Celui-ci présente dans son premier titre³² la reproduction de la charte de Moudon et le résumé de quatre autres chartes accordées par des membres de la maison de Savoie à différentes villes du pays de Vaud; puis, dans le deuxième titre³³ nous trouvons des « Articles de franchises au paravant non escriptes », dispositions relatives en majeure partie au droit public,

²³ Par exemple p. 69 sqq., § 1 à 5.

²⁴ P. 94 sqq., Chap. IV.

²⁵ P. 94 sqq., § 1.

²⁶ P. 96, § 2.

²⁷ P. 96 sq., § 3.

²⁸ P. 98 sq., § 4.

²⁹ P. 101.

³⁰ P. 109.

³¹ P. 92.

³² P. 151 sqq.

³³ P. 178 sqq.

qui complètent pour ainsi dire le premier titre. Les titres III à VII traitent de la procédure³⁴, le titre VIII de la poursuite pour dettes³⁵ et le titre X de la procédure « pour taxes de dommages de fructz »³⁶. Dans le titre IX est contenu le « droict d'antidate » et le « droict des venditions »³⁷, dans les titres XI à XIII les droit des personnes (puissance) et de famille (mariage)³⁸, dans les titres XIV à XVI les droits réels (indivision, partage, droit de retrait lignager)³⁹. Le titre XX enfin contient des dispositions concernant la prescription (d'obligations, de dettes etc. ...) ⁴⁰ et le titre XXI, « Varia » diverses normes de droit féodal, de droit civil, de procédure et même des tarifs d'« émolumenz et sallayres pour l'administration du droict » ⁴¹.

Cette seconde partie est très différente de la première, mais elle est loin de manquer d'intérêt et la lecture n'en est pas du tout aussi aride qu'on pourrait se l'imaginer: car chaque article, peut-on dire, nous fait pénétrer dans la vie de cette époque. L'histoire ne doit pas avoir pour seul objet les batailles ou les traités, elle doit faire ressusciter la vie entière, tout d'abord la vie civile, la vie de tous les jours, du peuple et non seulement de l'Etat. A ce point de vue l'ouvrage de M. Favéy nous apporte dans ses deux parties des documents intéressants. Par le fait même de la liaison intime et profonde qui existe toujours entre la vie et le droit, — les divisions de celui-ci sont comme des allées qui répartissent en massifs réguliers les arbres d'une forêt touffue et permettent de s'y retrouver; elles nous permettent d'avoir une vue systématique, scientifiquement ordonnée sur cet ensemble d'actes, de phénomènes qui composent une des faces de la vie; par ces actes, ces manifestations extérieures nous pouvons remonter jusqu'aux idées, aux conceptions qui les ont inspirées —, par tout cela l'Histoire du Droit est une des parties les plus intéressantes de l'Histoire tout court. Ce livre est d'un exposé clair, sa lecture en est facile et agréable, sa bibliographie abondante et utile; il mérite de trouver auprès des historiens un accueil favorable et en dehors même des spécialistes, de nombreux lecteurs.

Genève.

B. Schatz.

ULYSSE KUNZ-AUBERT. *Spectacles d'autrefois à Genève (au XVIII^{ème} siècle)*
Genève 1925. Editions Atar. 8^o 108 p.

Le théâtre tient une grande place dans l'histoire politique et sociale de Genève au 18^{ème} siècle; le souvenir de Voltaire, la *Lettre sur les spec-*

³⁴ P. 185 sqq., 193 sqq., 207 sqq., 212 sqq., 214 sqq.

³⁵ P. 220 sqq.

³⁶ P. 236 sqq.

³⁷ P. 231 sqq.

³⁸ P. 239 sq., 240 sqq., 243 sqq.

³⁹ P. 251 sqq., 255 sqq., 261 sqq.

⁴⁰ P. 275 sqq.

⁴¹ P. 278 sqq.

tacles de Jean-Jacques Rousseau sont intimément liés à une controverse qui mettait en cause la conception traditionnelle de l'Etat calviniste et l'observation de ses lois somptuaires; mais les péripéties de cette lutte demeuraient mal connues. M. Ulysse Kunz-Aubert a voulu les éclaircir; il a réuni sur le théâtre genevois du 18ème siècle un dossier de pièces originales et de renseignements inédits et, sur cette matière préparée avec soin, il a écrit un alerte petit livre.

Malgré les réjouissances civiques et les jeux populaires, le théâtre reste, en 1732, complètement interdit; le premier essai qui en est toléré, en 1738 et en 1739, au jeu de Paume de Saint Gervais, rencontre la faveur du public et l'opposition du Consistoire; l'expérience ne fut guère favorable aux comédiens de la troupe Gherardi de Frainville, qui, faute d'argent, durent quitter la ville.

Il semble bien que ce fut Voltaire qui les y fit rentrer; le médiateur français des troubles politiques de 1765 obtint, en effet, en 1766, la construction d'une salle de spectacles en bois et la licence de jouer, pour la troupe de Rosimond de Lyon; dans la nuit du 29 au 30 janvier 1767, la bâtisse improvisée flambait à la grande colère du patriarche de Ferney; le résident de France protesta auprès du Conseil contre cet attentat dont il attribuait la responsabilité aux chefs de la bourgeoisie opposés à la comédie; l'enquête judiciaire dont M. Kunz-Aubert publie les principales pièces ne confirma en aucune façon cette accusation.

Il fallut une nouvelle intervention étrangère, celle de 1782, pour ramener le théâtre à Genève; cette fois, ce fut à la demande du commandant des troupes françaises d'occupation le chevalier de Jaucourt; malgré le Consistoire, une société par actions fit construire l'édifice en pierre qui subsista jusqu'en 1879. Saint Gérard, Collot d'Herbois et Desplaces, puis de nouveau Saint Gérard administrèrent successivement les représentations qui furent souvent agitées; témoin l'émeute du 12 décembre 1789 que M. Henry Fazy a placée en tête de son récit de la révolution genevoise, témoin la bagarre du 30 octobre 1792 qui entraîna la fermeture de la salle.

Le nouveau gouvernement et le peuple, qui exerce jusqu'à l'annexion de 1798 tous ses droits de souverain, ne se montreront guère favorables à la réouverture de la Comédie; en 1797 les syndics et Conseil la considèrent toujours comme contraire aux bonnes moeurs et à la conservation des vertus républicaines; il semble donc bien que, malgré quelques succès passagers, les spectacles variés que décrit M. Kunz-Aubert n'arrivèrent pas à faire oublier leur origine et leur but politique plus ou moins avoué; les Genevois refusent de se laisser distraire de la politique par des plaisirs qui pouvaient plaire au beau monde, mais que poursuivait implacablement l'anathème de J.-J. Rousseau.

Genève.

Paul E. Martin.

EDOUARD L. BURNET. *Le premier Tribunal Révolutionnaire Genevois, Juillet/Août 1794. Etudes critiques.* Genève, A. Jullien, Georg et Cie., 1925, 454 p. in 8° (M. D. G. t. 34).

Über die von Gewalttaten aller Art erfüllte Periode der Genfer Schreckenszeit im Sommer 1794 fehlte bis jetzt eine umfassende Darstellung. Bei der Bedeutung, die diese Vorgänge in Genf auch für die schweizerische wie für die allgemeine Geschichte haben, ist es zu begrüßen, daß die vorliegende Arbeit diese Lücke zum Teil ausfüllt, indem sie Entstehung, Zusammensetzung und Funktion des ersten Genfer Revolutionsgerichts, das vom 22. Juli bis 10. August 1794 tagte, eingehend darstellt und kritisch würdigt. Die umfangreiche Arbeit bildet den 34. Band der *Mémoires et Documents*, die von der Société d'Histoire et d'Archéologie in Genf herausgegeben werden.

Ein Band von ca. 450 Seiten für die Ereignisse von 20 Tagen! In solcher Detailschilderung Geschichte zu schreiben, bedeutet eine gewisse Gefahr für Verfasser und Leser, für den Verfasser die Gefahr, sich gehen zu lassen und die Übersicht zu verlieren, für den Leser diejenige, vom Detail ermüdet das Buch wegzulegen. Doch ist anzuerkennen, daß schon der Stand der Quellen und ihre vergleichende Verwertung eine breite Anlage des Buches bedingte. Beträgt doch die Zahl der herbeigezogenen Berichte, Protokolle, Tagebücher, Memoiren und Briefsammlungen 44! Dabei fehlen allerdings die Protokolle des Revolutionsgerichts, wodurch die Arbeit des Verfassers erheblich erschwert worden ist. Trotz des großen Umfangs ist die Arbeit klar und übersichtlich gegliedert und die Einheit der Darstellung bleibt auch bei der großen Fülle von Details, die berührt werden, gewahrt.

Burnet schildert zunächst den Ausbruch der Genfer Revolution in der Nacht vom 18./19. Juli 1794, die erste Erhebung, geleitet vom Schlosser Clerc (S. 22), die Volksbewaffnung, die ängstliche Nachgiebigkeit der Behörden und die Einsetzung des Revolutionsausschusses. Eine weitere Forderung der Umsturzpartei war die Begründung eines besondern Revolutionsgerichtes nach französischem Vorbild, zur raschern Aburteilung der Gegner: der Aristokraten und ihrer Anhänger, der « Englués ». Das Gericht wurde zunächst auf sechs Tage eingesetzt mit der einschränkenden Bestimmung, daß Todesurteile von der « Nation » bestätigt werden müßten (S. 39). Zusammensetzung und Wirksamkeit des Gerichts entsprachen seinem Ursprung, selbst ein ausgesprochener Psychopath (Dunant-Matthey) gehörte ihm an (S. 48) und nicht selten war ein Teil der Richter während der Verhandlungen betrunken! (S. 121). Aus den Urteilen seien hervorgehoben: der Prozeß gegen den Syndic Guillaume-Fuzier Cayla, den das Gericht erst zur Verbannung, dann unter den Drohungen der Masse zum Tode verurteilte. Die Bürgerschaft hatte in einer Abstimmung das erste Urteil bestätigt; trotzdem wurde Cayla noch in der gleichen Nacht mit sechs weitem Angeklagten erschossen (26. Juli). Auch das Verfahren

gegen Jean Baptiste François Fatio, Syndic, wie dasjenige gegen François André Naville, die beide mit unerschrockener Offenheit ihre Unschuld verteidigten und gefaßt ihrem gewaltsamen Tod entgegengingen, ist von besonderem Interesse und bietet ein Bild von antikem Gleichmut inmitten einer Welt der Leidenschaften und der Feigheit (S. 247—270). Im Ganzen sprach das Gericht, wie es in einer Schlußproklamation sich äußerte, 37 Todesurteile aus (darunter 26 Kontumazurteile), verbannte 93 Genfer auf Lebenszeit, 4 auf beschränkte Zeit, verurteilte 10 zu lebenslänglicher Zwangsarbeit, 264 zu Hausarrest und befaßte sich insgesamt mit 507 Fällen in 20 Tagen, eine Leistung, wenigstens dem Umfang der Arbeit nach. Am 10. August 1794 ging seine Tätigkeit zu Ende; ein zweites Revolutionsgericht tagte nochmals vom 25. August bis 6. September 1795, aber schon am 21. März des folgenden Jahres beschloß das Volk von Genf mit erdrückender Mehrheit (1952 Stimmen gegen 250), alle Urteile der beiden Revolutionsgerichte aufzuheben.

Die Arbeit Burnets darf als eine sorgfältig begründete und im Urteil gut abgewogene Darstellung dieser bewegten Zeit bezeichnet werden. Burnet trachtet nach strenger Objektivität; wenn gelegentlich ein scharfes kritisches Wort fällt, so erscheint dies aus den Verhältnissen begründet. Bisweilen hat man allerdings den Eindruck, daß es der Verfasser am vollen Verständnis der besondern psychischen Bedingungen einer Revolution fehlen lasse. Es ist außerordentlich schwer, die Stimmungen und Leidenschaften dieser Stürme ruhig zu beurteilen, ohne nach der einen oder andern Seite hin ungerecht zu werden.

St. Gallen.

W. Ehrenzeller.

H. E. WECHLIN, Dr. phil. *Der Aargau als Vermittler deutscher Literatur an die Schweiz 1798—1848*. Argovia, Jahresschrift der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau, 40. Band. Aarau 1925. Druck und Verlag von H. R. Sauerländer. 8° 167 S.

Es ist bekannt, welche führende Rolle der Aargau, speziell dessen Hauptstadt, anfangs des 19. Jahrhunderts im Geistesleben der Schweiz spielte. Die rege propagandistische Tätigkeit, die unter dem Vortritt des Magdeburgers Heinrich Zschokke und unter Mitwirkung zahlreicher deutscher Flüchtlinge, aber auch einheimischer Kräfte — man denke nur an Augustin Keller — von dort ausging, hat dem Aargau ja den Ehren- oder auch Spitznamen des «Kulturkantons» eingetragen. Es ist zu begrüßen, daß ein junger Literat sich in seiner Dissertation die Aufgabe stellte, das Geistesleben des Aargaus in dieser Zeit zusammenfassend darzustellen, wobei eine besondere, doch nicht ausschließliche Betonung auf die deutschen Flüchtlinge in Aarau fällt. Der Verfasser konnte sich bei seiner Arbeit ausgiebig auf bereits vorhandene Memoiren, Biographien und Monographien stützen; er greift aber doch auch auf die Quellen zurück und hat die zeitgenössische Literatur mit großem Fleiß und warmem

Interesse durchstößert. So erhalten wir ein recht lebhaftes und vielseitiges Bild von dieser Epoche mit ihrer üppig ins Kraut schießenden polemischen, populärwissenschaftlichen und poetischen Literatur, die fast ganz von fieberhaftem Kampf um politische und kirchliche Emanzipation erfüllt ist. Welche Fülle von Erscheinungen, welche staunenswerte Entfaltung geistiger Kräfte, aber auch welche unruhiges und vielfach hastiges Hervorbringen des Neuen! Wie die entsprechende Epoche des liberalen Jungen Deutschland läßt es oft die Tiefe und Reife echter poetischer oder wissenschaftlicher Produktion vermissen, weil es überall im Dienste des Tages steht und sich ans große Publikum wendet. Damit soll nicht der Literatur jener Zeit ein Urteil gesprochen sein; denn auch die Volkstümlichkeit, die geistige Arbeit im Gedanken an die ganze Volksgemeinschaft, ist und bleibt eine große und überaus wichtige Aufgabe, selbst für die bedeutenden Geister, und sie wird heute von Vielen außer Acht gelassen. Dagegen darf von jener Zeit gerühmt werden, daß sie gerade darin Ungewöhnliches gefordert und geleistet hat. Davon gibt uns die Arbeit Wechlin's viele Proben und, namentlich im Schlußabschnitt, einen dankenswerten Überblick, der auch dem Historiker willkommen sein wird.

Im Vordergrund steht die interessante, nicht immer sympathische Persönlichkeit Zschöckes mit ihrer ungeheuren Vielseitigkeit und Fruchtbarkeit in Schriften, Gründungen und Bestrebungen; von ihm herangezogen entfaltet der Frankfurter Sauerländer seine bedeutsame buchhändlerische Tätigkeit. Die 1802 gegründete Kantonschule und der Lehrverein, eine Art Volkshochschule jener Zeit für strebsame Leute ohne gelehrten Bildungsgang, werden zu Herden freiheitlicher Gesinnung durch eine ganze Reihe deutscher Flüchtlinge, die an diesen Anstalten eine erwünschte geistige Tätigkeit und einen Brotverdienst finden, wie Franz Xaver Bronner, Münch, A. L. Follen, Heinrich Kurz, Wolfgang Menzel und vor allem Rochholz, der durch seinen kulturkämpferischen Geist allerdings die Opposition A. E. Fröhlich's und anderer auf den Plan ruft und lebhaft anfechtung erfährt, bis er schließlich auf Veranlassung seines ihn verehrenden Schülers Emil Welti, des bekannten späteren Bundesrates, vorzeitig, aber gnädig pensioniert wird. Die Darstellung von Rochholz' literarischer und pädagogischer Tätigkeit nimmt bei Wechlin ziemlichen Raum ein und ist recht interessant; nur vermißt man hier wie bei der Charakterisierung Zschöckes und Follens ein eigenes Urteil des Verfassers über die Persönlichkeit. Er steht zwar seinen Quellen nicht unkritisch gegenüber und ficht die Urteile seiner Vorgänger hie und da an; aber es fehlt noch an der Synthese in der Verarbeitung und Darstellung des Stoffes.

Im übrigen wird man dem Verfasser dankbar sein für viele zusammengetragene Daten und Büchertitel, die er gewiß oft mühsam aufsuchen mußte. Bemerkenswert ist auch der Abschnitt über Zeitungen, Zeitschriften und Almanache, der zeigt, wie groß die Gründerlust des jungen Journalismus und seine Schreibseligkeit war. «Aarauer Zeitung», «Schwei-

zerbote» und «Alpenrosen» werden ziemlich ausführlich behandelt und durch Proben charakterisiert. Das alphabetische Literaturverzeichnis umfaßt nicht weniger als 170 Nummern mit genauen bibliographischen Angaben. Der Stil und die ganze Darstellung sind noch etwas weitschweifig; in der Einleitung z. B. findet sich doch manches, was man als bekannt voraussetzen dürfte. Man wünscht sich hie und da einen erfahrenen, mehr das Ganze überschauenden Geschichtsschreiber, der knapper und bestimmter das gleiche Thema behandelt hätte. Auch Verstöße gegen die deutsche Sprache, die nicht selten sind, stören den Leser bei dieser literarischen Dissertation da und dort. Sonst ist die Darstellung fließend geschrieben und berührt wohlthuend durch das warme Interesse, das der Verfasser seinem Gegenstande zollt.

Frauenfeld.

Th. Greyerz.

Berichtigung.

In der «Domfabrikrechnung aus dem 14. Jahrhundert» sind einige Druckfehler festgestellt worden. Wo sich solche im deutschen Text finden, ergibt sich die Berichtigung von selbst; im lateinischen Text bitte ich zu lesen:

Seite 243 Anmerkung 16* Zeile 8: *dimid.* statt *didmid.*

Zeile 9: *predicto* „ *producto.*

H. Holderegger.

Erratum

à l'article de M. Paul Högberg «Isaacus Cujacius»:

P. 199, ligne 9, au lieu de: 1566 lire: 1556.
